

MINISTERE DE LA JUSTICE

30/50 Boulevard Carnot – CS 70031 – 59043 LILLE cedex

---

CONSEIL PRUD'HOMMES

PROJET D'EXTENSION ET TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE PMR

2 Rue de l'Écu d'Artois, 62500 Saint-Omer

## CAHIER DES CLAUSES COMMUNES

N ° DOSSIER 22004

DATE 07 OCTOBRE 2024

SARL Ar.T Architecte

A. THOMAS ARCHITECTE D.P.L.G.

1, rue Allent 62500 SAINT-OMER

Tél. 03 21 38 42 98 – [contact@artarchitecte.fr](mailto:contact@artarchitecte.fr)



## Cahier des Clauses Communes à tous les lots

1.	CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION : .....	3
1.1	DEFINITION DE L'OPERATION : .....	3
1.1.1	NATURE DES TRAVAUX : .....	3
1.1.2	PRESENTATION DE L'OPERATION : .....	3
1.1.3	PRESENTATION DE L'OFFRE.....	3
1.1.4	CONDITION D'EXECUTION DES TRAVAUX .....	4
1.2	LISTE DES INTERVENANTS : .....	4
1.3	DOCUMENTS DU DOSSIER DE CONSULTATION : .....	5
1.3.1	DOCUMENTS GRAPHIQUES .....	5
1.3.2	PIECES ECRITES.....	5
1.3.3	PIECES ADMINISTRATIVES .....	5
1.3.4	AUTRES DOCUMENTS .....	5
1.4	DECOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS : .....	5
1.5	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUE SPARTICULIERES.....	6
1.6	CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX : .....	6
1.6.1	CONTROLE TECHNIQUE.....	6
1.6.2	COORDINATION SPS .....	6
1.6.3	OPC : ORDONNANCEMENT – PILOTAGE - COORDINATION.....	7
2.	REGLEMENTATION : .....	7
2.1	REGLEMENTATION DES MARCHES : .....	7
2.1.1	TYPES DE MARCHES .....	7
2.2	DOCUMENTS DE REFERENCES CONTRACTUELS : .....	7
2.2.1	REGLEMENTATION CONCERNANT L'EXECUTION DES TRAVAUX DU MARCHÉ .....	8
2.2.2	REGLEMENTATION EUROPEENNE.....	11
2.2.3	RÉGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE.....	13
2.2.4	RÉGLEMENTATION CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DES OUVRIERS.....	13
3.	SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS : .....	15
3.1	GENERALITES : .....	15
3.2	MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	17
3.3	SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS.....	19
3.4	DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION .....	24
3.5	RECEPTION ET LEVEE DES RESERVES .....	24
4.	BRUITS DE CHANTIER .....	24
5.	DÉCHETS DE CHANTIER .....	25

# Cahier des clauses communes à tous les lots

## 1. CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION :

### 1.1 DEFINITION DE L'OPERATION :

#### 1.1.1 Nature des travaux :

Le présent cahier des clauses communes a pour but de décrire l'ensemble des prestations liées au projet d'extension et de mise en conformité de l'accessibilité PMR du CONSEIL DES PRUD'HOMMES de SAINT-OMER.

Les travaux, objet du présent cahier concernent l'exécution des travaux tous corps d'état à réaliser pour le projet d'extension et de mise en conformité de l'accessibilité PMR du CONSEIL DES PRUD'HOMMES de SAINT-OMER.

L'entrepreneur aura à sa charge les prestations et fournitures pour l'achèvement complet des ouvrages conformément aux règles de l'art et cela sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration de prix pour raison d'erreurs ou d'omissions dans les pièces du dossier.

Pour le compte de



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

30/50 Boulevard Carnot

59043 LILLE cedex

3

#### 1.1.2 Présentation de l'opération :

Le Conseil des Prud'hommes à Saint-Omer se situe au 2 rue de l'Ecu d'Artois, en plein centre-ville et à proximité de la Caserne de la Barre dans le périmètre de protection des monuments historiques et dans le périmètre du site inscrit de Saint-Omer.

Le bâtiment est situé en zone UA (zone urbaine dense) au plan local d'urbanisme.

L'immeuble est composé par trois volumes :

Un premier volume, l'ancienne maison qui comporte 1 étage sur rez-de-chaussée

Le deuxième volume, des anciennes écuries

La liaison des deux volumes est faite par un troisième volume « charnière » qui articule la distribution et l'accès de la bâtisse.

Ce volume, en simple rez-de-chaussée, comporte actuellement l'accès principal du public

La façade Ouest de l'ancienne maison, donnant sur la rue, est de qualité architecturale remarquable datant du XVIIIème siècle, et figure en rouge sur le plan du périmètre du site inscrit, donc classée en catégorie 3, de qualité architecturale d'accompagnement.

#### 1.1.3 Présentation de l'offre

Pour l'établissement de son offre de prix, l'entrepreneur du présent lot ventilera le prix des différents articles par tranche, suivant la décomposition prévue dans le D.P.G.F. de son lot.

Les entreprises doivent répondre OBLIGATOIREMENT à la solution de base SUR LE CADRE BORDEREAU FOURNI. Elles peuvent présenter des variantes de mêmes garanties par rapport aux spécifications des cahiers des charges et reprenant toutes les éventuelles incidences sur les autres corps d'états.

Il appartient à l'entrepreneur du présent lot de prendre connaissance des plans et du C.C.T.P. des autres corps d'état ainsi que du cahier des clauses communes à tous les corps d'état afin de pouvoir estimer les prestations lui incombant.

Sont dus tous dispositifs de protections collectives et individuelles des personnes nécessaires à la sécurité du chantier. Voir plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé joint au présent dossier.

#### 1.1.4 Condition d'exécution des travaux

Il n'est pas prévu de décomposition en tranche de travaux, les ouvrages étant réalisés en une seule fois.

Les travaux de couverture se feront en Sous-section 4 soumis au CODE DU TRAVAIL et, notamment, aux Dispositions particulières aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (Articles R4412-144 à R4412-148) » L'entreprise devra justifier des qualifications et compétences pour réaliser ces travaux.

#### PLANNING PREVISIONNEL

Les travaux sont annoncés pour un démarrage en **décembre 2024**

Les services du conseil des prud'hommes seront maintenus pendant toute la durée des travaux. Les travaux se feront donc en site occupé ouvert au public.

Délai : 5 MOIS DE TRAVAUX et UN mois de préparation

PHASAGE – PLANNING GENERAL :

PLAN DE PHASAGE JOINT AU DOSSIER

SALLE D'AUDIENCE : SUIVANT PLANNING DES AUDIENCES TRANSMIS EN COURS D'EXECUTION.

WC : L'UN APRES L'AUTRE POUR LAISSER UN WC EN USAGE

EXTENSION : SUIVANT FABRICATION DES MENUISERIES ESTIMEE A 4 MOIS

#### 1.2 LISTE DES INTERVENANTS :

##### Maître d'ouvrage



MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
30/50 Boulevard Carnot  
59043 LILLE cedex

##### Maître d'œuvre – Architecte – Bureaux d'études

SARL ART ARCHITECTE - A.THOMAS ARCHITECTE D.P.L.G. – LOTS 1 à 5

1, Rue Allent - 62500 SAINT OMER

Tél. 03 21 38 42 98 – Email : [contact@artarchitecte.fr](mailto:contact@artarchitecte.fr)

Bureau de contrôle

DEKRA Industrial SAS AGENCE HAUTS DE FRANCE – M. SAMIR BENOUAHLIMA  
Rue Pierre et Marie Curie Zone Artisanale du 14 juillet 62223 ST LAURENT BLANGY  
Tel : 03 20 16 33 90

Coordonnateur SPS

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION – M. FREDERICK JOLY  
299 rue du Général De Gaulle  
59700 MARCQ EN BAROEUL  
Tél : 07 87 14 12 01 – Email : frederick.joly@bureauveritas.com

**1.3 DOCUMENTS DU DOSSIER DE CONSULTATION :**

**1.3.1 Documents graphiques**

Les plans suivants sont joints au dossier de consultation :

**Plans Ar.T Architecte**

**1.3.2 Pièces écrites**

Les documents suivants sont joints au dossier de consultation :

Cahier des Clauses Communes  
CCTP et DPGF de tous les lots

**1.3.3 Pièces administratives**

Les documents suivants sont joints au dossier de consultation :

- CCAP
- Règlement de consultation
- Acte d'engagement

**1.3.4 Autres documents**

Les autres documents suivants sont joints au dossier de consultation :

- PGC
- RICT
- Etude géotechnique de conception : G2 PRO
- Diagnostics plomb
- Diagnostics amiante
- Notices accessibilité et sécurité incendie
- Attestation thermique
- Descente de charges pro

**1.4 DECOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS :**

Les travaux de la présente opération sont divisés de la manière suivante :

LOT N°1 – INSTALLATION DE CHANTIER / GROS-ŒUVRE / CHARPENTE / OSSATURE METALLIQUE / COUVERTURE  
LOT N°2 – MUR RIDEAU  
LOT N°3 – PLATRERIE / MENUISERIE INTERIEURE / PEINTURE / SOL SOUPLE / CARRELAGE

LOT N°4 – PLOMBERIE / CVC

LOT N°5 – ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES

## 1.5 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUE SPARTICULIERES

### Organisation du CCTP

Le CCTP, constitué du présent Cahier des Clauses Communes à tous les Lots et des CCTP de chacun des lots, a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution.

Chacun des entrepreneurs participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant, et notamment les CCTP de tous les lots.

Pour sa mise au point définitive, le présent CCTP sera éventuellement complété ou modifié par une notice complémentaire rédigée pour chacun des corps d'état intéressés : cette notice prévaudra sur le CCTP.

## 1.6 CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX :

### 1.6.1 Contrôle technique

Il est porté à la connaissance des entreprises que le maître d'ouvrage a nommé un contrôleur technique ayant pour mission de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages. Les entrepreneurs sont tenus de se soumettre à toutes vérifications, examens et essais que le bureau de contrôle jugera nécessaire.

Les frais d'études et d'analyses seront à la charge des différents lots.

A ce titre, les entreprises remettront au contrôleur technique l'ensemble des plans d'exécution, les notes de calculs, descentes de charges., ainsi que les procès-verbaux des produits mis en œuvre. Les documents fournis seront transmis, en copie, à l'architecte pour avis.

### 1.6.2 Coordination SPS

Les entrepreneurs veilleront scrupuleusement au respect des règles de sécurité concernant le travail des ouvriers, la protection des baies libres, trémies, etc. Les dispositions réglementaires de protection, d'hygiène et de sécurité seront conformes aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

Les indications figurant dans les documents établis par le coordonnateur SPS seront rigoureusement respectées. Tous les travaux nécessaires au respect des spécifications concernant la sécurité et la santé sont réputés compris dans l'offre de l'entreprise.

La mission globale du coordonnateur SPS pour une opération de construction comprend les éléments de mission conformes à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et aux décrets n°94-1159 du 26 décembre 1994 et n°95-543 du 4 mai 1995.

### Phase Conception

- Coordination de la mise en œuvre des principes généraux de prévention,
- Assistance au maître d'ouvrage le cas échéant pour établir la Déclaration Préalable,
- Examen des dispositions à prendre par les entreprises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier,
- Elaboration du Plan Général de Coordination (PGC), défini aux articles L235.6 et R238.20 à R238.25,
- Création et tenue du Registre Journal (RJ) de la coordination définie à l'article R238.19,
- Constitution et mise au point du Dossier d'Intervention Ulérieure (DIU) sur l'ouvrage, défini aux articles L235.15 et R238.37 à R238.39
- Mise au point des clauses à insérer dans le PGC.

### Phase Réalisation

- Coordination de la mise en œuvre des principes généraux de prévention,

- Organisation des inspections communes avec les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, où sont traités la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé,
- Mise à jour et tenue du Registre Journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération, définies à l'article R.238.19,
- Mise à jour du Plan Général de Coordination, conformément à l'article R.238.23,
- Harmonisation et diffusion des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), dus par les entreprises, conformément aux articles L235.7 et R.238.28,
- Mise à jour et adaptation du Dossier d'intervention Ultime sur l'ouvrage, définies aux articles L235.15 R.238.37 à R.238.39 et remise finale contre procès verbal, accompagné du dossier de maintenance fourni par le maître d'ouvrage pour les lieux de travail (art. R.235.5), -

### 1.6.3 OPC : Ordonnancement – Pilotage - Coordination

Les travaux étant réalisés en lots séparés, la coordination des travaux comprend l'ordonnancement et le pilotage. Cette mission comprendra :

- Gestion de tous les Intervenants, organisation et coordination de toutes leurs interventions dans le cadre des délais et des objectifs fixés dans les plannings, ainsi que dans le respect des contraintes techniques, de qualité et des règles de l'art,
- Etablissement du planning détaillé opérationnel tous corps d'état et des prévisions initiales de moyens (effectif et matériel);
- Etablissement des pointages permanents de l'avancement de la production des travaux ; recalage, si besoin est, du planning général
- Etablissement des bordereaux de suivi des plans visés disponibles ;
- Déclenchement des visites qualitatives auprès des services concernés et gestion des travaux curatifs éventuels : autocontrôles, réceptions de support, points d'arrêt ;
- Organisation des visites de pré-réception et réception, gestion des levées de réserves.

7

## 2. REGLEMENTATION :

### 2.1 REGLEMENTATION DES MARCHES :

Il est rappelé ici la réglementation essentielle applicable dans le domaine de la construction, à laquelle les entrepreneurs seront soumis.

#### 2.1.1 Types de marchés

Marché « à prix global forfaitaire »

### 2.2 DOCUMENTS DE REFERENCES CONTRACTUELS :

#### Obligation de respect de la réglementation

La réalisation des travaux des présents marchés devra impérativement respecter tous les textes, dispositions, spécifications, prescriptions et autres, régissant les travaux objet des marchés.

Sont rappelés ci-après les différents textes, documents et autres constituant cette réglementation.

Tous ces textes, documents et autres constituant cette réglementation sont « pièces contractuelles » des présents marchés (sauf précisions contraires ci-après)).

Les textes, documents et autres constituant la réglementation à respecter ne sont pas joints matériellement aux marchés, mais chaque entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement les connaître.

Par la signature de son marché, chaque entrepreneur s'engage à respecter cette réglementation.

Cette réglementation est constituée par :

- les textes législatifs (lois) et les textes réglementaires (décrets, arrêtés, ...) ;
- les textes et règlements généraux
- les textes et documents techniques.

### 2.2.1 Réglementation concernant l'exécution des travaux du marché

#### Textes et règlements généraux

Devront être respectés ces textes et règlements dans la mesure où l'exécution des travaux des présents marchés entre dans leur domaine d'application :

- Code civil
- Code de la construction et de l'habitation
- Code de la santé publique
- Code du travail
- Code général des collectivités territoriales
- Code des communes
- Code de l'environnement
- Code des marchés publics
- Code de l'urbanisme
- Code de la consommation
- Règlement sanitaire national et/ou départemental
- Réglementation Sécurité incendie
- Textes relatifs à la sécurité et la protection de la santé sur les chantiers
- Réglementations acoustiques
- Législation concernant les conditions de travail et l'emploi de la main d'œuvre
- Textes relatifs à la protection et la sauvegarde de l'environnement
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier
- Textes concernant les déchets de chantier
- Législation concernant les travaux de désamiantage
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier
- Règles VERITAS / SOCOTEC / SECURITAS

et tout autres textes réglementaires et législatifs ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, ....

#### Textes et documents techniques

##### Documents techniques unifiés -- DTU – CCTG

- DTU : applicables aux marchés privés
- CCTG : DTU approuvés par décret, pour les marchés publics

Seront documents contractuels pour le présent marché :

- Les CCTG pour tous leurs fascicules applicables aux travaux du présent marché
- Dans le cas où certains travaux du présent marché entrent dans leur domaine d'application, tous les documents DTU et les documents ayant valeur de DTU qu'ils fassent l'objet d'une norme ou non, y compris ceux non approuvés CCTG et ceci par dérogation du code de la Commande Publique :

Les cahiers des charges (CC) ou cahiers des causes techniques (CCT)

Les règles de calcul



Les mémentos, guides, instructions.

Tous les autres documents ayant valeur de DTU

Les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par la C2P

Tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie des ouvrages

#### Normes

Les différents types de normes à respecter sont les suivants.

NF: norme française homologuée

NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne

NF EN ISO: norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale

NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale

FD ISO : fascicule de documentation d'origine internationale

CEI : norme européenne

#### Règles de calcul non DTU

Ces règles seront à respecter dans le cas elles sont mentionnées dans les documents particuliers du marché (CCTP).

#### Documents du CSTB

Les cahiers des prescriptions communes (CPT) ainsi que les autres documents du CSTB mentionnés dans les documents particuliers du marché (CCT) sont à respecter.

9

#### Avis techniques

Les matériaux, équipements ou procédés de construction nouveaux, non couverts par les DTU et normes, peuvent faire l'objet de procédure d'avis technique, avec certificat de vie de marquage.

Pour tous les matériaux, équipements ou procédés de construction faisant l'objet d'une procédure d'avis technique, les assureurs ne prennent en garantie que ceux titulaires de cet avis technique.

Dans certains cas, les assureurs peuvent, en plus de l'avis technique, imposer des conditions particulières.

Dans le cas de mise en œuvre de matériaux, équipements ou produits de construction soumis à avis technique, l'entrepreneur aura intérêt à prendre contact avec son assureur ce sujet.

Au sujet des Avis Techniques, le CCAG norme NF P03-001) stipule :

« 8.14 – L'emploi de matériaux, procédés éléments ou équipements non traditionnels est subordonné à l'existence d'un avis technique favorable en vigueur délivré en application de l'arrêté du 2 décembre 1969 ou à défaut, à un accord expressément constaté des parties... »

#### Procédure ATEx

Dans le cas d'un matériau, équipement ou procédé de construction nouveau ne faisant pas l'objet d'une procédure d'avis technique l'obtention d'un avis technique exigé par les assureurs doit être demandé par l'entrepreneur.

Le délai d'obtention de cet avis technique étant très long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite « procédure ATEx » (appréciation technique d'expérimentation)

Cette procédure ATEx aboutit dans un délai de l'ordre de 2 mois à compter de la présentation du dossier auprès du CSTB.

#### Règles ou recommandations professionnelles

Certains organismes professionnels ont édicté des règles professionnelles ou des recommandations professionnelles, qui définissent et précisent, en l'absence de DTU spécifique, les règles de l'Art et les modalités d'exécution de leur domaine.

Le respect de ces règles ou recommandations, sauf pour celles figurant sur la liste de la C2P, n'a pas de caractère obligatoire, sauf mention expresse dans les documents particuliers du marché.

#### Avis de chantier

Procédure d'urgence d'agrément d'un matériau ou procédé de construction nouveau, dite « avis de chantier »

S'il s'avère impératif de mettre en œuvre sur le chantier pour l'une ou l'autre raison, un matériau ou procédé de construction nouveau non prévu à l'origine, l'entrepreneur doit engager une procédure d'urgence d'agrément pour obtenir un « Avis de chantier » qui peut être établi par un organisme de contrôle agréé.

Les frais de cette procédure sont la charge de l'entrepreneur.

#### Règles ou prescriptions de mise en œuvre

Les règles ou prescription de mise en œuvre ou le cahier des charges de mise en œuvre établi par le fabricant devra toujours être respecté par l'entrepreneur.

#### Agréments ou procès-verbaux d'essais

Les agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être exigés de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits « techniques non courantes » ne faisant pas l'objet d'un avis technique ni de procédé ATEEx, ni d'autre agrément.

Ces agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être établis par des organismes agréés tels que le CEBTP, le LNE, le bureau Veritas, etc.

#### Règlementation thermique

La réglementation thermique re2020 simplifiée s'applique à ce bâtiment, dans la conception et la mise en œuvre. Le contrôle final devra montrer la conformité aux exigences

Le projet sera conforme en tous points avec la Règlementation thermique RE 2020 simplifiée

: arrêté du 22 Décembre 2022 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions temporaires ou de petite surface

La nature, les épaisseurs et les performances des matériaux isolants sont définis dans l'arrêté. Dans le cas d'ambiguïtés ou de contradictions entre les pièces techniques (CCPT) et l'étude thermique, l'entreprise se conformera aux spécifications de l'arrêté. L'entreprise se doit de respecter les prescriptions de l'arrêté.

#### Extrait de l'arrêté

Les coefficients de transmission thermique des parois en contact avec l'extérieur ou un volume non chauffé, exprimés en watts par mètre carré de surface de la paroi considérée et par Kelvin ( $W/[m^2 \cdot K]$ ), sont inférieurs ou égaux aux valeurs données dans le tableau suivant, selon le type de paroi et la date de construction, ou de fabrication pour les locaux démontables ou transportables :

Type de paroi	Coefficient de transmission thermique À compter du 01/07/2023	Coefficient de transmission thermique À compter du 01/01/2025	Coefficient de transmission thermique À compter du 01/01/2028
Murs	0,65	0,47	0,26
Plancher haut	0,32	0,22	0,22
Plancher bas	0,32	0,22	0,22
Parois vitrées	1,7	1,7	1,4
Portes	2	2	2

### Règlementation acoustique

L'entrepreneur devra respecter dans ces textes tous ceux applicables aux travaux de son marché.

#### 2.2.2 Réglementation européenne

### Directive produits de construction

Directive 89/106/CEE du 21 décembre 1988, modifiée par la directive 93/68/CEE du conseil du 22 juillet 1993 transposée en France par le décret 92-647 du 8 juillet 1992, remanié par le décret no 95-1051 du 20 septembre 1995 et le décret no 2003-947 du 3 octobre 2003.

- Décret no 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'« Aptitude à l'usage des produits de construction »
- Décret no 95-1051 du 20 septembre 1995 concernant l'« aptitude à l'usage des produits de construction »
- Décret no 2003-947 du 3 octobre 2003 concernant l'« aptitude à l'usage des produits de construction »

11

Un « produit de construction » est défini comme suit par la directive : « tout produit fabriqué en vue d'être incorporé, assemblé, utilisé ou installé de façon durable dans des ouvrages tant de bâtiment que de génie civil »

La directive impose 6 exigences essentielles auxquelles doivent répondre les ouvrages dans lesquels ces « produits de construction » sont incorporés

- Résistance mécanique et stabilité
- Sécurité en cas d'incendie
- Hygiène, santé et environnement
- Sécurité d'utilisation
- Protection contre le bruit
- Economie d'énergie et isolation thermique

### Marquage CE

Le marquage CE Indique que le produit est conforme aux normes nationales applicables qui transposent les normes harmonisées, à un agrément technique européen ou à l'une des spécifications techniques nationales Indiquées à l'article 4-3 de la directive et que le système d'attestation de conformité établi par la décision de la Commission concernant le produit a été appliqué.

### Guides d'agréments techniques européens

Ils sont établis par l'EOTA et confirment l'aptitude à l'usage de produits de construction

### Agréments techniques européens (ATE)

Ils sont établis par l'EOTA et sont généralement délivrés après la rédaction d'un « Guide d'agrément européen » d'un produit de construction, en principe pour les produits non normalisés (comme les Avis techniques en France)

### Euro-agréments

Ils sont établis par l'UEAtc, procédure qui constitue un prolongement des agréments nationaux existants (ils ne doivent pas être confondus avec les Agréments techniques européens).

### Attestation de conformité

Les produits qui font l'objet d'une attestation de conformité sont présumés conformes aux spécifications techniques au sens de l'article de la directive. Cette conformité est établie au moyen d'essais ou d'autres vérifications sur la base des spécifications techniques, conformément à l'annexe III de la directive.

### Règles de calcul « Eurocodes »

Les 10 règles de calcul « Eurocodes » ont déjà été éditées en tant que pré-normes européennes et intégrées à titre expérimental dans les collections nationales :

Eurocode On : Bases de calcul des structures.

Eurocode 1u: Actions sur les structures... définit les principes généraux de calcul et de chargement des structures à construire.

Eurocode 2n : - Calcul des structures en béton définit les principes généraux de calcul des structures en béton.

Eurocode 3n - Calcul des structures en acier définit les principes de calcul des structures en acier.

Eurocode 4n: Calcul des structures mixtes acier-béton.

Eurocode 5u: Calcul des structures en bois.

Eurocode 6n: Calcul des ouvrages en maçonnerie

Eurocode 7u: \_Calcul géotechnique

Eurocode 8n: Conception et dimensionnement des structures pour leur résistance aux séismes

Eurocode 9 : -- Calcul des structures en alliages d'aluminium.

12

### Réaction au feu des matériaux « Euroclasses »

En application de la directive européenne 89/106 du 21 décembre 1988, l'Union européenne a fait paraître une série de normes harmonisées.

Parmi ces normes, la norme EN 501-1 définit les caractéristiques de réaction au feu des produits de construction.

Cas textes européens ont été transcrits en droit français par l'arrêté du 21 novembre 2002 - Euroclasses qui distingue deux catégories

- Les produits de construction
- Les produits d'aménagement

Les produits de construction comprennent deux familles :

- Les produits pour revêtements de sol
- Les autres produits

Les produits d'aménagement ne font pas partie des Euroclasses, ils restent dans le domaine du classement « M » français.

Les produits de construction relèvent des Euroclasses.

Le classement de ces produits est donné à l'annexe 1 de l'arrêté du 21 novembre 2002.

Les produits de construction autres que les revêtements de sol sont classés de A à F, Les revêtements de sol sont classés de Af1 à Ffl

Deux autres critères ont été ajoutés :

- La production de gouttelettes ou particules enflammées au cours des essais critères d0 à d2i
- La production de fumée définie par les critères S1 à S3

### 2.2.3 RÉGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation sécurité incendie, les entrepreneurs devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le procès-verbal d'essai au feu du matériau ou produit concerné

#### Réaction au feu des matériaux et produits

En ce qui concerne les exigences de réaction au feu des matériaux et produits, il ne pourra être mis en œuvre que ceux répondant au classement requis par la réglementation pour l'emploi envisagé.

Les étiquetages d'identification des produits et matériaux devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai,

#### Comportement au feu des ouvrages

Pour ce qui concerne le comportement au feu des ouvrages en place, ceux-ci devront toujours répondre aux degrés coupe-feu et/ou degré pare-flamme, et autres exigences, le cas échéant, exigés par la réglementation en fonction du type de locaux, de l'implantation, de la situation, etc., de l'ouvrage considéré.

Il Incombera à l'entrepreneur de s'assurer que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation Sécurité contre l'incendie du local concerné. Il en prendra la responsabilité

En tout état de cause, il incombera à l'entrepreneur et/ou à son fournisseur, d'apporter la preuve que la réaction au feu des matériaux et produits et le comportement au feu des ouvrages de son marché répondent à la réglementation incendie en vigueur.

### 2.2.4 RÉGLEMENTATION CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DES OUVRIERS

13

#### Sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

Sauf dans le cas d'intervention d'un seul entrepreneur sur toute la durée du chantier, un coordinateur interviendra

Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

#### Sécurité des ouvriers lors des travaux de terrassements

L'entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation à ce sujet, notamment le décret n° 85-48 du 8 janvier 1965 (Titre 4) et plus particulièrement les points suivants :

« **Article 64** - Avant tous travaux de terrassement à ciel ouvert, s'assurer auprès des services de voirie et des propriétaires de terrains de la présence de canalisations, vieilles fondations, terres rapportées, etc. Dans le cas de présence de canalisations, l'article 178 du décret du 8 janvier 1965 oblige la signalisation de ceux-ci et la présence d'un surveillant afin que la pelle mécanique ne s'approche pas à moins de 1,50 m de ceux-ci »

« **Article 66** - Les fouilles de plus de 1,30 m de profondeur de largeur intérieure aux 2/3 de la hauteur doivent être blindées. Ces blindages doivent suivre l'avancement des travaux »

« **Article 73** - Il faut aménager une berme de 40 cm, dégagée en permanence de tout dépôt. ».

« **Article 75** - Les fouilles en tranchées ou en exécution doivent comporter les moyens nécessaires à une évacuation rapide des personnes, par exemple une échelle à proximité de la zone de travaux. » -

« **Article 76** - Lorsque les travailleurs sont appelés à franchir une tranchée de plus de 40 cm de largeur des moyens de passage doivent être mis à leur disposition. »

## Sécurité des ouvriers contre les chutes

### Réglementation française

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer, dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler sur la toiture, conformément à la réglementation en vigueur :

- . Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 concernant l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail - Titre III :
- DTU 43.3.

Pour les toitures réalisées en matériaux fragiles notamment, l'entrepreneur devra également prendre toutes dispositions pour garantir le personnel contre les chutes à travers la toiture, conformément à la réglementation en vigueur

- Recommandation R 191 du 10 juin 1981 de la CNAM.

### Directive européenne

Une nouvelle directive 2001/45 CE du 27 juin 2001 est parue, il s'agit de la directive sur le travail en hauteur,

Les buts de cette directive sont de diminuer sensiblement le nombre d'accidents, d'assurer une même protection pour tous les travailleurs européens et d'alléger le coût économique des accidents.

Compte tenu des nombreuses règles pour la protection contre les chutes de hauteur contenues dans la réglementation française, la directive entraîne assez peu de modifications, à cela près que les règles et conditions d'utilisation des équipements les plus courants (échelles échafaudages) sont désormais applicables à tous les secteurs. Ceci dit, les textes renforcent les prescriptions en échafaudage par exemple, en introduisant des prescriptions pratiques quant aux techniques de cordes.

14

## Protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante

Pour tous les travaux pouvant exposer les ouvriers à des risques d'inhalation de poussières d'amiante :

- Flocages d'amiante
- Calorifugeage en amiante
- Matériaux contenant de l'amiante tels que ouvrages de couverture, bardages, tuyaux. Gaines, ... en fibro-ciment et autres
- Faux plafonds en plaques contenant de l'amiante
- Revêtements de sols en vinyle-amiante,

L'entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour respecter les réglementations en vigueur.

### Décrets

- N 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- N° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- N 97-855 du 12 septembre 1997 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- N 97-1219 du 26 décembre 1997 modifiant le décret n° 96-98 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- N° 2001-840 du 13 septembre 2001 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante
- N. 2002-839 du 03 mai 2002 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

- N° 2002-1528 du 24 décembre 2002 modifiant le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

#### Norme

- NF X46-020 de novembre 2002 : Diagnostic amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les Immeubles bâtis - Mission et méthodologie

### 3. SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS :

#### 3.1 GENERALITES :

##### Connaissance des lieux

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis son offre :

- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations

En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir une connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une Influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

##### Contenu du prix du marché

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés, avant la remise de leur offre

- Avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites tous et des terrains d'implantation, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature de leur importance et de leurs particularités :
- Avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, en accès et en aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc.), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eaux, Installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, ...)
- Avoir pris connaissance :
  - De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics :
  - De la présence de canalisations, conduites ou câbles de toute nature, ainsi que des travaux nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations
  - De la réalisation simultanée d'autres ouvrages, ou de toute autre cause
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par le CCTP, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre et le cas échéant du bureau de contrôle, et du bureau d'études techniques, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (service de

l'Equipement, services municipaux, service des Eaux, Electricité de France, Gaz de France, services de sécurité, de communication, câble télédistribution, ...)

Les entreprises peuvent utiliser les voies de circulation et d'accès qui auraient été construites préalablement aux travaux. Elles devront en assurer l'entretien permanent et faire procéder, le cas échéant, à leur réfection en fin de chantier par une entreprise qualifiée, et ce à leurs frais. Les prix s'entendent pour les travaux terminés dans les règles de l'Art.

Le prix du marché comprend toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, les charges financières relatives aux exigences du bureau de contrôle, le cas échéant l'obtention des consuels et l'essai des équipements tels que prévus aux Avis techniques et au CCTP et les frais de interentreprises, qui ne saurait être modifiés pour quelque cause que ce soit.

Le prix comprend également les études, notes de calcul et plans.

Il comprend toutes les taxes faciales et parafiscales en vigueur.

### **Démarches et autorisations**

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer en temps utile toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, Instructions, accords, ... nécessaires à la réalisation des travaux.

Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre.

### **Echantillons**

L'entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le Maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, déposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par l'entrepreneur dans un local spécial annexé au bureau du maître d'œuvre.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et parties, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été visée par le maître d'œuvre.

### **Éléments modèles**

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de « modèle ».

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place son emplacement définitif soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra apporter toutes les modifications jugées utiles par le maître d'œuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le maître d'œuvre lors de la demande.

### **Plans d'exécution**

Les entrepreneurs sont consultés quant au « projet de base » sur la base d'un dossier DCE comprenant les plans définissant le principe des ouvrages, qui sont ceux Inclus dans le dossier marché tous corps d'état.

L'entrepreneur a, par conséquent, à sa charge, la réalisation des PEO correspondants (Plans d'Exécution des Ouvrages) qui doivent être portés au visa du bureau de contrôle et l'approbation du maître d'œuvre, l'entreprise gardant la responsabilité du projet d'exécution de l'ouvrage.



En conséquence, les plans d'exécution, plans d'atelier et de chantier, notes de calculs, études de détail, spécifications techniques détaillées seront fournis par chaque entreprise à ses frais et seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre qui devra les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 2 semaines après leur réception.

Au cours de leur diffusion, en vue de leur approbation les plans et autres documents seront remis en 3 exemplaires, à raison de la répartition suivante :

- 1 exemplaire : dossier chantier
- 1 exemplaire : maîtres d'œuvre (1 à l'architecte ou 1 au BET)
- 1 exemplaire : maître d'ouvrage

Avec obligatoirement un cartouche type.

et envoyé aux formats suivant \*.dwg, \*.pdf, \*.jpg

### 3.2 MATÉRIAUX ET PRODUITS

#### *Nature et qualité des produits en général*

Les matériaux et produits devant être mis en œuvre dans les ouvrages du marché du présent lot devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN ou ISO devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits dit « non traditionnels », non prévus dans les DTU (CCTG) et ne fait pas l'objet de normes NF ou EN ou ISO devront selon le cas :

- Faire l'objet d'un Avis technique ou d'un Agrément technique européen accompagné de son Document technique d'application
- Etre admis A la marque NF
- Etre titulaire d'une certification ou d'un label

17

L'entrepreneur est également tenu de produire à la demande les procès-verbaux d'essais ou d'analyses établis par les organismes qualifiés en particulier pour la stabilité au feu. A défaut de ces procès-verbaux, le maître d'ouvrage pourra prescrire des essais ou des analyses sur prélèvements, à la charge de l'entrepreneur.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

Les produits tout prêts du commerce devront être livrés sur chantier dans leur emballage d'origine. Cet emballage comportera tous les renseignements voulus.

#### *Produits certifiés - Marques de qualité*

Ces marques de qualité sont exigées :

- Pour ceux concernant la sécurité électrique et gaz
- Lorsque le maître d'ouvrage l'exige dans la DPM, ou alors l'entrepreneur doit justifier l'aptitude à l'emploi du produit par des essais et vérifications qui seront à ses frais.

L'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

#### *Marque NF*

- Produits objets de normes applicables : NF
- Produits écologiques : NF Environnement

#### *Certification*

- Composant et matériaux des bâtiments : CSTBat

- Composants du bâtiment : AVIQ-CEBTP - CERF-ACOTHERM - CEKAL-SNJF
- Produits de la visserie, boulonnerie et chevilles métalliques à expansion : CERTIMECA
- Matériaux isolants manufacturés : ACERMI
- Matériaux de calfeutrement : SNJF
- Résistance au feu ou protection incendie : Acerfeu

**Produit défini par le maître d'œuvre par une marque nommément désignée ou « équivalent »**

Les marques et types de matériaux mentionnés sont établis à partir des critères esthétiques et techniques minimaux recherchés pour ce chantier et sont mentionnés à titre indicatif. Ils ne sauraient en aucune façon engager le Maître d'œuvre vis à vis des fabricants mentionnés dans le présent cahier des charges.

Chaque soumissionnaire aura la possibilité de présenter un matériau de différent, répondant à des caractéristiques esthétiques et techniques identiques à celles du matériau défini, étant entendu qu'en l'absence d'approbation par le Maître d'Ouvrage, le matériau installé lors de l'exécution des travaux sera celui prévu au CCTP.

En tout état de cause, l'entreprise fera donc sa propre affaire de toutes les tractations et mises au point nécessaire avec les divers fournisseurs pour assurer la mise en œuvre dans les règles de l'art.

L'acceptation du maître d'œuvre des matériaux ou produits proposés par l'entrepreneur devra faire objet d'un accord écrit.

L'Entrepreneur devra livrer les ouvrages parfaitement terminés et suppléer par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient avoir été omis dans les prescriptions et qui seraient nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, suivant les règles de l'art.

L'Entrepreneur du présent lot restera seul responsable des modifications que pourraient lui imposer les services de sécurité, concessionnaires ou coordonnateur SPS, lors de la réception des lieux. Tous frais en découlant seraient entièrement à sa charge.

**Produit à proposer par l'entrepreneur**

L'entrepreneur proposera à l'agrément du maître d'œuvre les produits en fonction du résultat souhaité, des contraintes techniques permettant d'atteindre les performances, tenue dans le temps, aspect du fini, etc. voulus.

En tout état de cause, les produits proposés devront toujours être entièrement conformes au dossier de consultation, condition nécessaire pour être pris en considération.

L'entrepreneur devant fournir la preuve que le matériel ou produit de substitution a un rapport qualité-prix équivalent ou supérieur à celui qui est exigé par le CCTP. Le prix d'achat de la fourniture devra apparaître clairement sur le bordereau de prix.

**Responsabilité de l'entrepreneur**

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les marques et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment ;

- Nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation
- Pose en intérieur ou à l'extérieur
- Conditions particulières rencontrées pour le chantier
- Compatibilité des matériaux entre eux

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus.

### 3.3 SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS

#### Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'Art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis technique.

L'entrepreneur est tenu de signaler en temps utile les malfaçons des autres corps d'état qui pourraient le gêner dans l'exécution de ses travaux ou l'obliger à un supplément de fourniture ou de travaux.

En cas de retard dans la démarche, l'entrepreneur pourra être déclaré responsable ou partager la responsabilité avec l'entrepreneur ayant exécuté le travail défectueux, et supporter tout ou partie des frais de reprise.

#### Prestations à la charge de l'entreprise

19

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra implicitement :

LOT 1 :

- L'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations du chantier, de l'outillage et du matériel d'exécution
- L'établissement des plans d'installation de chantier La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché
- Les démarches auprès des services publics, locaux ou autres pour obtenir les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux

ENSEMBLE des LOTS :

- Les dessins, les notes méthodologiques, les phasages, les bordereaux de mise en décharge,
- L'Entrepreneur ne devra commencer aucun travail, sans avoir, au préalable, au cours des réunions de chantier périodiques, soumis au maître d'ouvrage et à l'architecte les méthodologies et techniques qui seront appliquées.
- La fourniture, le transport, le stockage, la mise en œuvre, la pose, le réglage, les découpes, tous les matériaux, les matériels, les éléments constitutifs et ouvrages, les accessoires nécessaires à l'exécution des travaux conformément aux dispositions du C.C.T.P
- L'établissement des plans de réservations des ouvrages
- L'établissement des plans d'exécution et leur mise à jour
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels
- La fixation par tous moyens de ses ouvrages

- La protection contre les intempéries et les chocs des propres ouvrages de l'entreprise et de ceux des autres corps d'état au cours de leur stockage, et après leur pose jusqu'à réception.
- Les traitements et protections fongicide et insecticide, ignifugation du bois éventuelle
- La protection antirouille de tous les ouvrages en acier par galvanisation à chaud ou peinture antirouille posée en deux couches, dont une en usine
- La réfection ou la réparation des ouvrages défectueux ou détériorés constatés, soit en cours d'exécution, soit à la réception, avec toutes les conséquences en découlant
- Le nettoyage quotidien du chantier en cours de travaux
- Le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception
- L'enlèvement de tous les graves de ses travaux et les nettoyages après travaux
- Le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier dans le respect de la législation en vigueur
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, ... de ses ouvrages en fin de travaux et après réception
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans « Comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux (DOE)
- L'Entrepreneur devra livrer les ouvrages parfaitement terminés et suppléer par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient avoir été omis dans les prescriptions et qui seraient nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, suivant les règles de l'art.
- L'Entrepreneur restera seul responsable des modifications que pourraient lui imposer les services de sécurité, concessionnaires ou coordonnateur SPS, lors de la réception des lieux. Tous frais en découlant seraient entièrement à sa charge.
- La remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements

20

et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

### Représentation de l'entrepreneur

L'entrepreneur désignera les personnes chargées de le représenter sur le chantier, à qui il délèguera tous pouvoirs pour :

- Prendre les décisions d'ordre technique
- Signer tous documents d'ordre administratif et financier
- Assurer périodiquement l'état des effectifs et l'avancement des travaux
- Assister aux réunions de chantier et assurer l'indispensable coordination avec les autres entrepreneurs.

### Période de préparation

Il est procédé au cours de cette période, conformément aux articles 28.2 et 28.3 du CCAG, aux opérations énoncées ci-après :

- Désignation par l'entreprise de la personne ayant pouvoir d'engager l'entreprise, ce représentant étant l'interlocuteur du maître d'œuvre
- Désignation des sous-traitants
- Etablissement et présentation des plans d'exécution des ouvrages, spécifications techniques détaillées, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux dans les conditions de l'article 29.2 du CCAG ainsi que des études de synthèse correspondantes (cf art. du CCAP)
- Fourniture de l'ensemble des échantillons des matériaux que l'entreprise se propose de mettre en œuvre

- Dans les dix jours suivant la notification du marché, l'entrepreneur du lot « Gros œuvre » devra remettre au maître d'œuvre un plan d'installation et de circulation du chantier, lequel plan tiendra compte, le cas échéant des directives du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

### Liaisons entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux

Dans le cadre de cette saison entre les entreprises :

- L'entrepreneur de gros-œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont la l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux
- Chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations
- Chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires
- Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble
- Tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état

À aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui Incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

21

### Traits de niveau

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'entrepreneur de gros-œuvre devra, à ses frais :

- Porter, à l'extérieur sur les façades, le niveau +1,00 m fini du premier niveau :
- Porter, à l'intérieur sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau +1,00 m fini au-dessus de tous les planchers, et ce autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état.

Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer par le gros-œuvre également après exécution des enduits plâtre ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état.

### Échafaudages - Accès au chantier - Fermeture du chantier

Les entreprises prendront toutes les dispositions nécessaires conformément aux normes de sécurité afin d'éviter les accidents de tous genres qui pourraient toucher le personnel employé sur le chantier.

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par ses travaux, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, ...

En aucun cas, le maître de l'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

Ce dernier sera tenu de respecter impérativement les normes de sécurité, de protéger les zones de travail, d'en interdire l'accès pour leurs propres travaux pendant la période d'exécution

L'accès et la zone de travail font partie des dispositions à prendre par les entreprises dans leur offre de prix, en pourtour du bâtiment.

En cas de dégradations, détériorations des pelouses, pieds d'immeubles, voiries, occasionnées, l'entrepreneur devra la remise en état.

## **Réservations - Percements - Rebouchages - Scellements - Raccords - etc.**

### **Percements dans maçonneries et ouvrages autres que béton**

Les percements dans tous les murs en maçonneries ainsi que dans cloisons et ouvrages autres qu'en béton seront exécutés par les entrepreneurs concernés

### **Tranchées, gaines dans maçonneries et cloisons**

Mêmes prescriptions que pour les percements.

Dans les cloisons minces, les saignées et tranchées ne devront en aucun cas avoir une profondeur supérieure à la demi-épaisseur de la cloison brute.

Dans le cas de cloisons en matériaux creux, les saignées tranchées ne devront jamais pénétrer dans la paroi opposée du matériau creux.

### **Scellements et rebouchages**

Dans le cas général, les scellements et rebouchages se feront au mortier de ciment et sable fin, et les cales en bois dans les scellements sont interdites.

Dans le cas de scellement ou rebouchage dans parois extérieures en matériaux isolants, le scellement ou le rebouchage devra, dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques.

Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.

Les scellements et rebouchages devront toujours être arasés de 0,010 environ en retrait du nu fini, afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour le raccord.

### **Raccords**

Les raccords seront exécutés par les corps d'état assurant les travaux d'enduits et de revêtements (maçonnerie, plâtrerie, carrelage, revêtements minces, peinture, ...).

Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné, de finition parfaite, d'arasement au même nu, sans marque de reprise visible.

### **Respect des isolements phoniques**

Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux, les entrepreneurs devront veiller à respecter la valeur d'isolement phonique de la paroi concernée.

Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires pour maintenir la valeur d'origine de l'isolement phonique de la paroi.

### **Fixation des ouvrages sur chevilles**

Pour tous les ouvrages dont la tenue doit être absolument garantie ou qui présentent des risques aux tiers en cas de tenue défectueuse, tels que bardages ou habillages de façades, la fixation sur cheville pourra être autorisée par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur devra alors fournir un procès-verbal d'essais à l'arrachement et à la rupture des fixations sur chevilles, établi sur site par le fournisseur des chevilles.

Les chevilles métalliques pour béton ont fait l'objet de l'Agrément technique européen ATE 001.

## **Réception des supports**

La réception des supports se fera en présence de l'entrepreneur ayant réalisé les supports, de l'entrepreneur devant réaliser les travaux et du maître d'œuvre, elle donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

En cas de support non conforme, le maître d'œuvre fera procéder à la mise en conformité par l'entreprise ayant réalisé les supports, ou par une entreprise différente, mais toujours aux frais de l'entreprise ayant réalisé les supports.

## **Protection des ouvrages**

#### Protection des ouvrages des autres corps d'état

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration aux existants.

Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, ...

Lors des travaux de démolition ou autres dégageant des poussières, l'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de ces poussières, par mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, etc., et par emploi d'aspirateurs si nécessaire.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

#### Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages

Les entrepreneurs de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception.

Les appareils sanitaires devront également être protégés, notamment en rives et sur les arêtes par une bande de papier fort collé.

Les ouvrages de menuiserie seront filmés et leurs arêtes protégées par des cornières en carton.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

#### RESPECT DU PATRIMOINE :

L'entrepreneur doit impérativement respecter l'architecture du bâtiment dans la mesure où ces données sont compatibles avec la réglementation et les contraintes techniques du chantier.

Dans le cas d'une impossibilité technique d'exécution, il devra en informer immédiatement l'Architecte et le Maître d'Ouvrage avant le début des travaux.

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur le degré de finition qui sera exigé sur ce chantier.

#### Nettoyage de chantier

Les sols seront livrés par le gros-œuvre aux entrepreneurs de second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage pourra à tout moment faire procéder par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de son choix aux nettoyages et sorties de gravois.

Les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause.

#### Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que les autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux, comme suit :

- Chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais

- L'entrepreneur de gros-œuvre aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier.

Tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entrepreneurs ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

### **Passerelles - protections - des tranchées**

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge, dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation, notamment :

- Toutes les passerelles avec ou sans garde-corps selon le cas
- Toutes les barres, garde-corps et autres protections nécessaires
- La signalisation de jour et de nuit

et tous autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

## **3.4 DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION**

### **Dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

### **Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)**

En vue de l'élaboration du DIUO par le coordonnateur SPS, les entreprises fourniront parallèlement au DOE, et ce pour chacun des corps d'état concerné, une notice technique accompagnée de plans, dessins, croquis, etc. contenant toutes les recommandations utiles pour l'exploitation et l'entretien des ouvrages. Cette notice devra souligner notamment celles des dispositions constructives qui jouent un rôle Important dans la sécurité, telles que (liste non exhaustive, à compléter en fonction du CGCSPS et des demandes du coordonnateur SPS) :

- Surcharges admissibles des planchers par zones :
- Précautions pour les percements et scellements :
- Maintien en position fermée des portes qui contribuent à l'encloisonnement des escaliers
- Fixation des éléments démontables de faux-plafonds-
- Réfection périodique de peintures Intumescentes
- Puissance maximum pouvant être demandée à chaque point de livraison du courant électrique, ...

L'entreprise participera obligatoirement aux réunions animées par le coordonnateur SPS pour la mise au point du DIUO, et complètera les fiches qui lui seront remises à cet effet par le coordonnateur.

## **3.5 RECEPTION ET LEVEE DES RESERVES**

## **4. BRUITS DE CHANTIER**

### **Textes législatifs - Réglementations**

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 dite « Loi bruit » avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit.

### **Codes et règlement types**

Code de la santé publique : Application des articles R. 48-1 à R. 48-5 du décret-408 du 18 avril 1995 et de l'arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure.



Code des collectivités territoriales application des articles L 2212-2 et 2214-4, relatifs au constat et à la répression des bruits de voisinage, en application du décret du 18 avril 1995 et de l'arrêté du 10 mai 1995.

### Autres textes relatifs aux bruits de chantier

Arrêté du 20 août 1985 relatif au respect de l'environnement extérieur.

Décret du 21 avril 1988 relatif à la protection des travailleurs-bruits des machines.

Circulaire du 7 Juin 1989 relatif aux bruits de voisinage.

Décrets et arrêtés du 20 octobre 1993 relatifs aux bruits.

Circulaire du 27 février 1996 relative à la lutte contre les bruits de voisinage, et présentant la panoplie réglementaire complète.

### Normes

NF ISO 6393. : Acoustique

NF S31-010 et ses annexes : Caractéristiques et mesurage des bruits de l'environnement

### Constat et répression des bruits de voisinage

Applications de l'arrêté préfectoral et/ou de l'arrêté municipal (quand ils existent) et du décret n° 95-408 du 18 avril 1995 par les inspecteurs de salubrité, par la DDASS, par la gendarmerie et par les agents des collectivités territoriales et ceux définis dans l'article 21 de la Loi bruit.

Le décret sur les procédures comporte un avis obligatoire du maire, le préfet pourra y soumettre des activités même non incluses dans la nomenclature.

25

## 5. DÉCHETS DE CHANTIER

### Textes législatifs - Réglementations

Les déchets de chantiers de bâtiment devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet dont notamment la loi du 13 juillet 1982, qui stipule que seuls les déchets ultimes (déchets issus des filières de recyclage ou ne pouvant faire l'objet d'une valorisation) sont admis en centre de stockage.

### Classification des déchets de chantier

#### Déchets inertes

Ces déchets ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique. Ils ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine.

Exemples de déchets inertes :

- Terres et matériaux de terrassement, béton, brique, tuile et céramique, verre, enrobés bitumineux et asphaltes coulés (après réalisation d'un test garantissant l'absence de goudron).

#### Déchets non dangereux ou déchets industriels banals (DIB)

Cette catégorie regroupe un grand nombre de matériaux qui ne sont ni inertes, ni dangereux. Ces déchets sont assimilables aux ordures ménagères et suivant les mêmes filières.

Exemples de matériaux classés comme DIB

- Plâtres, métaux, matières plastiques (PVC, Polystyrène expansé...), bois bruts, colles, mastics, peintures et vernis sans solvant.

### Déchets d'emballages

Ces déchets sont constitués de matériaux tels que le papier, le carton, les matières plastiques, bois, les métaux, les composites

### Déchets dangereux ou déchets industriels spéciaux (DIS)

Ces déchets dangereux contiennent des éléments nocifs ou dangereux en quantité variable.

Exemples de déchets de chantier classés comme DIS

Colle, mastic, peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses, bois traités aux créosotes et métaux lourds, emballages souillés par ou contenant des substances dangereuses, goudron et produits goudronnés, huiles hydrauliques, tubes fluorescents, batteries et piles, sols pollués, amiante libre et amiante lié...

### Classification des décharges ou centres d'enfouissement

Les décharges ou centres d'enfouissement sont actuellement classés en 3 classes, à savoir :

- Classe 1 pour les déchets dangereux, et notamment les déchets d'amiante friable.
- Classe 2 pour les déchets ménagers et assimilés, et déchets de chantier non triés, sauf ceux dangereux :
- Classe 3 pour les déchets Inertes, ainsi que les déchets des matériaux non friables contenant de l'amiante, dans la mesure où l'installation comporte des alvéoles dédiés à cet usage

### Elimination des déchets de chantier après tri

Les 4 catégories de déchets devront obligatoirement être triés sur chantier et dirigées vers les filières conformes à la réglementation

Il est interdit d'enfouir des déchets dans des tranchées de chantier, de les brûler à l'air libre, de pratiquer l'abandon sauvage, et de rejeter des déchets solides ou liquides dans les eaux superficielles ou souterraines sans autorisation préalable.